



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – AZ – 2026 – I – 4

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune de Béthune

Société MC CAIN ALIMENTAIRE

Arrêté du 06 JAN. 2026

portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier Lauch en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient

d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté d'autorisation du 8 janvier 1992 délivré à la société MC CAIN ALIMENTAIRE (anciennement S. A. R. L. BEAU MARAIS), dont le siège social se situe 483 rue du Beau Marais, BP 147 à BÉTHUNE (62400) pour l'exploitation d'une usine de frites surgelées et de flocons de pommes de terre déshydratés à la même adresse ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite d'inspection du 4 juin 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 27 novembre 2025 suite à la visite du 4 juin 2025 ;

Vu la transmission du rapport à l'exploitant le 28 novembre 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite d'inspection du 4 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Les dispositions de l'article 49 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé ne sont pas respectées, celui-ci exigeant que : « un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne » ;
- Les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté d'autorisation du 8 janvier 1992 susvisé ne sont pas respectées, celui-ci exigeant que : « un système de déconnexion des égouts permettra l'isolement par rapport à l'extérieur » ;
- Les dispositions de l'article 3.4.3 de l'arrêté d'autorisation du 8 janvier 1992 susvisé ne sont pas respectées, celui-ci exigeant que : « la possibilité d'obturer rapidement l'exutoire en cas de mise hors service accidentelle de la station d'épuration", pour empêcher ainsi une pollution accidentelle du milieu récepteur » ;
- Les dispositions de l'article 3.4.4 de l'arrêté d'autorisation du 8 janvier 1992 susvisé ne sont pas respectées, celui-ci exigeant que « des exercices périodiques permettant de tester l'efficacité des moyens de précaution et de lutte contre les pollutions accidentelles seront réalisés au moins une fois par an » ;

2. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MC CAIN ALIMENTAIRE de respecter les prescriptions des articles 49 de l'arrêté du 2 février 1998 et les articles 3.2.4, 3.4.3 et 3.4.4 de l'arrêté d'autorisation du 8 janvier 1992 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1^{er} : La société MC CAIN ALIMENTAIRE, dont le siège social est situé 483 rue du Beau Marais, BP 147 à BÉTHUNE (62400), exploitant usine de frites surgelées et de flocons de pommes de terre déshydratés à la même adresse, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 49 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé et des articles 3.2.4, 3.4.3 et 3.4.4 de l'arrêté d'autorisation du 8 janvier 1992 susvisé, dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille [5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex] dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de BÉTHUNE et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MC CAIN ALIMENTAIRE, dont une copie sera transmise en mairie de BÉTHUNE.

À Arras

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe Marx

Copie à :

- la société MC CAIN ALIMENTAIRE
- la sous-préfecture de BÉTHUNE
- la mairie de BÉTHUNE
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UD de l'Artois